

"Saga-Cités" : une responsabilité sociale assumée

Nathalie Dollé

*Journaliste à France 3
(magazine "Saga-Cités")*

On le savait déjà, mais la participation aux travaux du groupe de réflexion NORSOM sur la nouvelle responsabilité sociale des médias et des journalistes nous l'a confirmé : dans le malaise généralisé de la profession, nous avons trouvé un îlot de résistance... ou un havre de paix.

En réfléchissant avec d'autres représentants du métier sur nos contraintes, nos envies, nos espaces de liberté, nos propositions, etc., nous avons été confortés dans l'idée que toutes nos réflexions, toutes nos incertitudes relevaient malheureusement pour les autres d'une forme de luxe.

Pourtant, on ne peut pas dire que les candidats pour travailler dans cette émission "Saga-Cités" soient très nombreux. Si la plupart des professionnels de la télévision que nous rencontrons admirent nos conditions de travail ou notre liberté, très peu tentent de nous rejoindre. Parce que l'étiquette "sociale" est toujours aussi peu valorisante ? Parce que "Saga-Cités" n'est pas diffusée à une heure de grande écoute ? Parce que nous sommes contractuels, et donc en situation précaire ?

Créée en septembre 1991 sur le réseau de France 3 Ile-de-France, "Saga-Cités" a été diffusée parallèlement dans plusieurs régions avant de devenir nationale en septembre 1995. Magazine d'information hebdomadaire de 26 minutes, "Saga-Cités" est programmée le samedi matin à 9h30 et le mardi soir vers minuit. L'émission est construite autour d'un reportage central, suivi d'une rubrique d'environ deux minutes, le cahier des charges de la chaîne incluant en effet une obligation de service, d'agenda. La Caisse des dépôts et consignations, l'Office national des H.L.M., la délégation interministérielle à la Ville et

du Fonds d'action sociale soutiennent financièrement l'émission. L'audience est limitée, mais le succès d'estime au moins largement acquis. Les habitants de "banlieue", les professionnels du secteur social, de l'éducateur à l'universitaire, connaissent en général l'émission pour l'avoir regardée ou pour en avoir eu des échos positifs. Régulièrement, des articles de la presse spécialisée donnent des comptes rendus de nos sujets ou s'en servent comme prétexte à un développement de fond. Quelques spécialistes ont fait référence dans leurs publications à nos reportages ou ont eu directement recours à la parole de nos interviewés.

La force d'une équipe

"Petite" émission, "petite" équipe. Les journalistes "piliers", bien que pigistes, restent très fidèles. Le fait que cette équipe soit constituée de filles ne doit rien ni à la volonté du rédacteur en chef ni même au hasard. Il semble que les journalistes masculins soient plus attirés par d'autres thématiques ou par d'autres méthodes de travail.

Nous partageons beaucoup entre nous les difficultés, les doutes et les galères ; mais une sensibilité commune, un manque total de compétition interne font des contacts professionnels un véritable échange indispensable. Les idées comme les coordonnées sont évidemment mises en commun, de façon naturelle et informelle. Personne ne travaille à "Saga-Cités" par inadvertance, les intérêts et les préoccupations de chacun alimentent le groupe. Les préoccupations ou attitudes "sociales" commencent avec les collègues, cameraman, monteurs et techniciens compris.

Lancée comme le magazine des banlieues, "Saga-Cités" a beaucoup évolué tout en restant fidèle à sa ligne et se définit aujourd'hui peut-être autant par sa démarche que par les thèmes qu'elle

choisit d'aborder. Si les "radioscopies" de quartiers existent toujours, l'émission peut maintenant se classer dans la catégorie "information générale ou de société" et plus seulement "spécialisée". Au début, le principe consistait à s'installer dans un quartier plutôt périphérique et d'essayer d'en montrer la dynamique interne. Aujourd'hui, le magazine essaie de couvrir un champ plus large par des reportages thématiques. Parce que la banlieue représente le nœud de notre société. Là où les difficultés semblent concentrées, les solutions s'expérimentent. Là où les énergies peuvent s'égarer, elles réussissent régulièrement à être canalisées. Là où les modèles paraissent dépassés, d'autres s'inventent. La banlieue nous intéresse comme laboratoire. Toutes les questions de société y affleurent avec plus ou moins d'acuité, plus ou moins de violence. Cette banlieue pleine de vie, si complexe, objet de tant de peurs, de haines, de fantasmes, mais aussi de tant de curiosité et d'attachement. Cette banlieue qui ne peut pas laisser indifférent et qui provoque tant de faux débats se place à l'avant-garde de tous les changements.

« la banlieue nous intéresse comme laboratoire : toutes les questions de société y affleurent avec plus ou moins d'acuité » »

La banlieue n'existe que par rapport à la ville. On ne peut parler de "quartiers" qu'en référence à un espace "urbain". Voilà les raisons pour lesquelles nous avons travaillé sur des sujets aussi différents que l'ethnopsychiatrie, les médias en langues étrangères, les paroles d'ados ou l'histoire de l'immigration. Les portraits que nous réalisons peuvent être tout à fait complémentaires, c'est d'ailleurs notre objectif : celui d'une Rmiste philosophe et truffée de sens, celui d'un conteur de cité, ou d'exilés algériens.

« *"Saga-Cités" s'affiche clairement comme une émission positive* » "Saga-Cités" se déplace maintenant dans des villes européennes : à l'exemple de la France, Bruxelles inaugure depuis peu une "politique de la ville", signe des temps. Et nous pensons qu'une expérience dans le quartier de Baracaldo à Bilbao peut intéresser les habitants de Lichtenhagen, à Rostock ; notre métier de médiateur retrouve tout son sens quand une association de Marseille s'inspire par exemple d'un projet mis en place à Nantes.

Du "positif" au "complexe"

"Saga-Cités" s'affiche clairement comme une émission positive. Ou plutôt constructive. Quand les médias passent beaucoup de temps et de place à ressasser ou alimenter les problèmes, nous avons choisi le côté des solutions. Elles n'existent certes que rarement en tant que telles, mais nous mettons délibérément en avant les personnes qui essaient, tentent, font avancer les choses. Souvent avec beaucoup de mal, souvent avec un sentiment d'isolement quasi total. Et pourtant, nous avons toujours trouvé, partout, quelqu'un qui se bat contre les clichés ou la drogue, pour l'emploi des jeunes ou la réhabilitation de la cité. Des personnalités qui luttent parfois toutes seules, des groupes informels ou des associations.

Notre objectif n'est pas de faire accéder ces bonnes volontés au rang de supers héros de la banlieue, mais simplement de montrer que les hommes sont pleins de ressources et remplis d'idées. Pas question de faire culpabiliser celui qui ne fait rien, celui qui n'est pas engagé : nous n'avons ni message, ni théorie, ni idée à l'emporte-pièce à proposer. Nous essayons simplement de montrer une facette de la réalité parmi d'autres. La banlieue, c'est une histoire humaine, compliquée. Nous ne pouvons pas la laisser se réduire à des voitures qui brûlent, des seringues dans les cages d'escalier, les bavures policières ou au jeune qui "s'en est sorti" par un titre de champion olympique de judo. Nous essayons de retrouver les acteurs de base, ceux que l'on entend plus, si toutefois on les a un jour entendus. "Saga-Cités" redonne dans un premier temps la parole aux habitants, à celui qui trouve belle sa cité parce qu'elle "pue et transpire", parce qu'elle est humaine ; à ceux qui ne craignent pas la violence, parce que "la violence c'est eux" ; à ceux qui détestent leur quartier mais qui le défendent bec et ongle quand quelqu'un de l'extérieur le critique. Quelle fierté quand on nous a dit qu'un de nos sujets a modifié l'image d'une banlieue...

Notre travail consiste à retrouver l'humanité qui s'est égarée dans les quartiers que l'on apprend à connaître. En essayant de ne pas tomber dans l'angélisme, dans l'enthousiasme naïf, dans la représentation gentille. Retrouver l'humanité, c'est aussi se heurter aux doutes, aux faiblesses, à la mauvaise foi, au mal de vivre. On essaye de décrypter les codes, de comprendre, sans être dupes.

En cinq ans d'existence, "Saga-Cités" est devenue un passeport dans les quartiers où les journalistes et la télévision en particulier sont les malvenus. Parce que nous sommes valorisants. Parce que nous acharnons à trouver des tâches roses dans cet univers gris que tant de gens condamnent ou rejettent. Parce que la réalité est complexe, nous évoluons vers le résolulement "positif" au "c'est plus compliqué" (l'un n'empêchant d'ailleurs pas l'autre). La question est en plein débat dans l'équipe. Mais il est clair que nous tâchons de faire ressortir de véritables problématiques, de démontrer des processus, de souligner les incohérences. Toute la difficulté consiste alors à trouver un équilibre entre les éléments personnels, intimes, émotionnels, anecdotiques ou individuels et ceux qui font appel à la raison, à la démonstration et à l'analyse.

Principes et pratiques

Les principes que nous essayons de respecter et les pratiques que nous mettons en place n'ont décidément rien de révolutionnaires. "Saga-Cités" est pourtant le seul endroit où nous ayons pu les expérimenter. Le facteur clef, fondateur de l'émission, a été le temps. C'est enfoncer les portes ouvertes que d'écrire que du temps passé sur un sujet dépendra assez largement sa qualité. C'est aussi l'un des premiers motifs d'insatisfaction professionnelle : les journalistes n'ont plus le temps.

Un reportage pour "Saga-Cités" nécessite en moyenne cinq semaines de travail. On pourrait bien sûr toujours rêver plus ; la très large majorité des journalistes de télévision s'en contenteraient !

De la même manière, prendre du temps pour préparer un reportage sous-entend qu'on prend du temps aussi pour s'arrêter, pour réfléchir à ce que l'on fait et comment on le fait. L'argument économique pour justifier la "course journalistique" ne tient pas. Une émission de reportage coûte moins cher qu'une émission de plateau. Le déficit d'une chaîne publique ne sera jamais imputable à des journalistes qui sont payés quinze jours ou trois semaines, seuls, pour préparer ou repérer un sujet sur place.

Il faudrait ensuite parler du "contrat de confiance". Nous avons l'habitude de rencontrer plusieurs fois les gens avant de les filmer. Parce que nous avons régulièrement à subir le procès de la télévision ; parce que les pratiques de certains confrères ont fait de quelques quartiers de vraies terres brûlées ; parce

que tout simplement nous écoutons, dans un premier temps, en essayant de gérer les rôles qu'on nous prête : psychologues, éducateurs ou assistantes sociales ; nous devons régulièrement assumer d'emblée le statut d'institution qui est attaché à notre profession avant de réussir à parler sur un terrain plus personnel, moins caricatural.

C'est moi, machin, journaliste télé, avec ma personnalité et mon histoire qui parle avec l'autre, bidule, jeune Arabe, femme africaine ou chômeur lyonnais, avec sa personnalité et son histoire. Ces gens à qui

« *il faut éviter l'épanchement thérapeutique ou la provocation de circonstance* » l'on donne la parole, mais qui souvent en sont privé, la prennent goulûment. À nous de réussir ensemble à la canaliser, à l'enrichir, à la nuancer, sans nous contenter de recueillir une phrase brute.

Il nous revient aussi de censurer certaines paroles qui pourraient nuire à leur auteur, d'éviter comme on peut l'épanchement thérapeutique ou la provocation de circonstance. D'où l'intérêt de vérifier parfois les motivations des hommes et des femmes qui acceptent ou pas de participer au sujet. Dans cette logique, tous les intervenants d'un reportage peuvent à tout moment décider d'arrêter, et nous ne sommes pas *a priori* contre l'idée que les gens passent au montage pour se voir. Mais ces deux pratiques restent très peu utilisées. Est-il nécessaire de préciser que nous ne filmons jamais ni en caméra cachée ni à visage couvert ?

Quelles que soient cependant l'importance et l'implication des personnages, nous ne leur abandonnons pas notre responsabilité. Les reportages restent les nôtres et sont construits à travers notre regard. C'est la "subjectivité honnête" : j'assume mon sujet et le filtre de mon identité, ma pratique, ma sensibilité et mon expérience de journaliste. Ma construction intellectuelle, audiovisuelle ou artistique respecte cependant les gens qui ont accepté de perdre du temps, de livrer leurs pensées et leurs réflexions pour qu'ils ne s'estiment jamais trahis, ou utilisés contre leur volonté. Notre responsabilité ne se limite pas à diffuser un témoignage parce qu'il est "véridique" ou "fort", elle consiste surtout à le replacer dans un contexte, dans une dynamique d'action, dans une question de société, dans l'intérêt du sujet. Elle consiste aussi à analyser ce témoignage, à en mesurer les causes comme les conséquences pour l'auteur, sa famille, sa communauté ou son quartier. Trop de gens non avertis ont eu l'impression de s'être fait piéger après la vision d'une parole tronquée, hors contexte, ou alors réelle mais exprimée un peu vite et de façon lapidaire. Notre responsabilité va jusqu'à gérer les expressions des autres pour éviter que les mots ne dépassent la pensée, pour prendre en compte l'influence de la caméra sur les interviewés.

Nous essayons de ne pas nous comporter comme des voleurs, qui débarquent, prennent ce qui les intéresse et disparaissent à tout jamais. Nous prévenons systématiquement les personnes concernées de la diffusion du sujet. Une forme de correction, et pas seulement journalistique. Les "retours" après relecture sont les bienvenus. Certaines d'entre nous vont les chercher, d'autres attendent qu'ils arrivent.

Quand le sujet s'y prête, nous cherchons à prolonger les histoires, après la diffusion, en revenant montrer le reportage dans le quartier et le faisant suivre d'un débat (comme à Toulon en 1996).

En cinq ans, "Saga-Cités" a ainsi commencé la création d'un réseau : des professionnels, des bénévoles ou de simples habitants avec lesquels nous avons tissé des liens privilégiés et qui nous informent ou à qui nous pouvons toujours passer un coup de téléphone informel pour un avis, un conseil, une réaction.

Nous savons aussi que nos sujets, après diffusion, entament une seconde vie qui nous échappe volontiers. Des maires, des maisons de quartiers, des centres sociaux, des organismes de formation, des pôles artistiques ou l'école de la magistrature, etc., utilisent notre travail comme base du leur, comme illustration de projets en étude ou comme remontée de terrain.

Plus de doutes que de critiques

Nous nous heurtons pourtant régulièrement à nos limites, comme celles de nos pratiques qui impliquent très personnellement le journaliste, avec ses coups de gueule comme ses coups de cœur. Notre façon de travailler entraîne très vite une nécessité de connivence et même de complicité parfois avec les gens qui interviennent dans les sujets. Critique nous a déjà été faite d'être des "auteurs" plus que des journalistes.

Il se peut donc que des personnalités avec lesquelles nous ne soyons pas du tout en phase, qui nous heurtent d'une façon ou d'une autre ou qui véhiculent des idées que nous combattons n'aient pas leur place dans nos reportages. Nous choisissons sans cesse mais nos critères sont personnels, assumés et explicables. Ni critère de simplicité, ni de proximité.

La télévision est souvent frustrante. On rêve toujours de sujets plus longs tout en reconnaissant les contraintes de l'image. La solution serait peut-être pour certains dossiers de fond d'avoir recours à une double entrée : télévision et presse écrite.

Autre limite de la télévision : la propriété de l'image. Nos sujets appartiennent en effet à France 3 qui peut donc *a priori* s'en servir comme elle l'entend. Le service commercial de la chaîne a la possibilité en théorie de vendre tout ou partie de nos reportages, de céder des témoignages qui pourtant nous ont été accordés à nous, "Saga-Cités". Et cela, sans que nous ayons le moindre droit de regard. À moins que la notion "d'auteur" nous soit officiellement reconnue.

Il est clair que nos principes, nos pratiques et nos interrogations nous marginalisent du reste de la profession. Nous en avons conscience depuis le début. Ce qui est nouveau en revanche, c'est la volonté de revendiquer notre démarche, à l'heure où nous entendons de plus en plus de discours démagogiques et populistes. Les médias, comme de nombreuses institutions, ont bien souvent perdu le contact avec leur public. Une fois l'analyse acceptée par

« *notre façon de travailler entraîne très vite une nécessité de connivence et même de complicité* »

tous, le remède s'exprime d'une seule voix. « *Faisons people* », disait-on déjà en 1994 sur France 2, mais c'est tout à fait différent de renouer des relations d'écoute avec les gens. Dans la cacophonie médiatique (et donc audiovisuelle), nous ne voulons pas être assimilés à tous ces discours.

Mais il n'est pas question non plus d'être les "chevaliers blancs" de la profession. Ni donneurs de leçon, ni théoriciens, nous sommes pourtant des journalistes satisfaits. Parce qu'on avance, parce qu'on tâtonne, parce qu'on essaie, qu'on discute, qu'on commet des erreurs, au moins de bonne foi.

Nous sommes fiers de nous dire journalistes "engagés". Mais dans quoi au fond ? Dans le respect, l'honnêteté, dans l'humain. Peut-on le proclamer sans faire sourire ?

Dépassons notre rôle si l'ambition de nos sujets est de montrer qu'il est possible, qu'on peut toujours essayer, qu'on peut tenter de peser sur le cours de la vie, qu'on peut changer les regards, les idées puis les choses, qu'on peut infléchir une réalité qui n'est pas inexorablement figée, qu'on peut prendre le destin en main, en commençant par le sien, qu'on peut transformer l'énergie vers le constructif.

En même temps, on peut considérer nos reportages comme faisant le jeu des pouvoirs publics : « *Finalement, la vie en banlieue n'est pas si terrible : la preuve, avec un peu de bonne volonté...* » Sommes-nous en train de participer au colmatage d'un système que nous estimons défaillant ? Notre démarche cautionne-t-elle un modèle dépassé ? Pour qui roulons-nous finalement ?

Aux grandes interrogations sur la revitalisation du lien social ou sur la réactivation de la démocratie locale, nous ne pouvons répondre que par empirisme : grâce à nous, des gens qui ne l'avaient jamais fait se sont parlés, les positions ont évolué, des éléments de débat ont été fournis. La "télévision" est venue, des gens de l'extérieur ont donné un peu de temps et d'attention, ceux de l'intérieur ont été écoutés, questionnés, dans un climat de sérénité. Les individus, le groupe ou le quartier se sentent exister, dignes d'intérêt. L'impact n'est pas calculable – ou n'a pas été calculé – mais il existe.

Nous ressentons encore le besoin d'élargir notre cercle à d'autres professionnels. On ne peut pas en effet isoler les journalistes des autres acteurs sociaux, particulièrement en matière de "responsabilité". Il faut donc déterminer un espace informel où nous pourrions, hors de l'actualité d'un reportage, échanger des expériences et ajouter à notre expérience de terrain un recul et une vision un peu plus globale. Il nous paraît impossible de séparer le journaliste du citoyen, d'autres l'ont dit avant nous. L'un et l'autre vivent, travaillent dans la même société ; l'un comme l'autre y ressentent un vrai malaise, sinon une véritable crise. La "responsabilité sociale" incombe à tous ■